

Intolérable dictature



Nous assistons à la mise en place de la plus subtile et **la plus terrible dictature qui dépasse de loin en dangerosité celle de la Chine**, car elle est indolore, mensongère. Elle s'appuie sur l'Église conciliaire, conciliante, obéissante, alignée depuis Vatican II qui laisse affirmer quand c'est clairement dit par qui vous savez (...) que **Dieu veut toutes les religions** ... ce qui fait que dans la pratique, la seule vraie, forme le dernier carré ! Ce dernier carré est attaqué par les chrétiens qui se croient encore catholiques, catholiques qui n'ont pas remarqué ou réagi quand Luther fut réhabilité etc ...

Ça, c'est l'attaque intérieure : Église conciliaire moderniste contre l'Église fidèle à la Tradition.... (les cellules cancéreuses attaquent les cellules saines). Et comme on s'y attendait, voici le fameux projet de loi luciférien sur le séparatisme dont le but est de s'attaquer à ceux qui dénoncent les valeurs de la république (**y compris le droit au blasphème**). L'Islam ? Ils s'en moquent, il n'est pas dangereux pour l'idéologie républicaine, maçonnique, luciférienne. Par contre, ceux qui veulent **que le Christ règne** s'entendent dire avant d'être flagellés puis crucifiés... « Nous n'avons d'autre roi que la République ». Retour à la case départ, mais la Révolution Française n'était qu'une petite répétition par rapport à ce qui va advenir durant ces 1260 jours du règne de l'Antéchrist. Mais là quand le Christ va revenir, les marchands du Temple seront définitivement jetés dehors... R.A.

Le gouvernement prépare un projet de loi dit contre le "séparatisme", qui sera présenté en conseil des ministres le 9 décembre prochain, et dont le chef d'État a révélé le contenu et l'esprit lors de son discours aux Mureaux du 2 octobre dernier.

De quoi s'agit-il ?

D'une intolérable atteinte aux libertés les plus fondamentales, à commencer par la première de toutes, et la plus significative : la liberté de penser. Eux qui n'ont que le mot "droits" à la bouche se comportent comme d'incroyables dictateurs auprès desquels Staline fait figure de modéré, qui bafouent dans leurs lois, leurs organisations, leurs institutions, les droits les plus fondamentaux de l'homme, eux les prétendus défenseurs des droits de l'homme.

En effet, depuis déjà trois décennies, la dictature judéo-maçonnique laïcarde,

républicaine et totalitaire n'en finit pas d'imposer ses principes et ses valeurs, empêchant et interdisant à toute personne de penser autrement qu'eux. Avant, leurs lois punissaient les pensées "déviantes" (comprendre : hostiles ou contraires aux leurs) exprimées en public, par les délits de racisme, d'antisémitisme, de révisionnisme, d'homophobie... et j'en oublie. Aujourd'hui le projet va plus loin : ils s'en prennent aux organisations qui permettaient jusque là de vivre et de grandir en dehors de leur système de pensée. Ils veulent interdire que l'on puisse enseigner autre chose que ce qu'ils enseignent eux-mêmes.

En fait ils veulent interdire à nos groupes d'exister en tant que tels.

La technique est classique, c'est celle du prestidigitateur : tout le monde regarde la main qui s'agite et personne ne voit l'autre main cachée qui effectue le vrai tour de magie. La main qui s'agite, c'est d'associer délibérément cette notion de séparatisme à l'Islam. Mais les musulmans ne sont pas les seuls à vouloir vivre et penser dans un autre système que celui de la République laïque ; il y a au moins un autre groupe concerné de la même manière : **les catholiques traditionalistes.**

Oui il existe un dernier pré-carré qui tente de toutes ses forces, lui aussi, de résister encore et toujours à l'envahisseur. **Un groupe de gaulois irréductibles, entouré d'ennemis, que les César modernes tentent d'éradiquer par tous les moyens, toutes les ruses, tous les pièges, toutes les trahisons, infiltrations, poisons et pressions imaginables.**

Ils font semblant de s'en prendre à l'Islam, même s'il est possible qu'aussi de ce côté-là certains ne partagent pas leurs "valeurs", mais la véritable cible, ce sont bien les cathos tradis.

D'où le choix de la date, le 9 décembre, jour anniversaire de la loi de 1905 sur la séparation de l'Église et de l'État ; ils nous font croire qu'après avoir soumis les catholiques français à leur diktat il y a 115 ans, c'est au tour de l'Islam ; oui peut-être, mais c'est aussi parce que malgré tous leurs efforts, il reste un village d'irréductibles gaulois qui leurs résistent encore et toujours, galvanisés par leur potion magique : la fidélité au Christ-roi, l'amour du Christ-Sauveur et la dévotion envers sa Sainte Mère.

Et cette potion magique, qu'ils ont essayée aussi de neutraliser par la doctrine et la liturgie dévoyées de l'Église conciliaire, ils n'arrivent pas à l'avoir, d'où leur hargne, leur haine, et la sévérité toujours plus exponentielle de leurs lois. Qu'est ce qui les gêne ? Qu'il y ait encore quelques outils pour échapper à la propagande laïque, mondialiste, socialiste, égalitariste, multiculturaliste, perverse et vicieuse, prodiguée ad nauseam par l'Éducation Nationale sur les enfants. Et principalement deux outils : l'école à la maison et l'enseignement hors contrat.

C'est pourquoi le chef de l'État a annoncé que ce projet de loi contiendrait notamment deux mesures :

- "L'instruction à l'école sera rendue obligatoire pour tous dès 3 ans" : oui il a bien dit à l'école, et d'ailleurs, au cas où on n'aurait pas bien compris, il a ajouté "L'instruction à domicile sera strictement limitée, notamment aux impératifs de santé".

Mais pourquoi ? parce que l'école n'est pas là pour nous apprendre seulement à lire, écrire et compter, elle est là pour faire de nous dès le plus jeune âge de bons petits citoyens républicains communiant à leur religion laïque et enseignés à leurs "valeurs" ; choses qu'évitent évidemment les enfants de certains milieux quand ils étudient à la maison.

- Et pour la même raison, "les écoles hors contrat feront l'objet d'un contrôle renforcé", parce que pour eux, le problème y est le même : on peut y éviter l'enseignement de leurs "valeurs", on peut éviter d'en sortir socialo-républicano-laïcard. Et que pèsent les écoles coraniques (musulmanes) par rapport à l'enseignement catholique hors contrat ? Pas grand-chose. Donc on voit bien ici QUI sont réellement dans le viseur : les cathos tradis.

Mais ils ne s'arrêtent pas là. Le gouvernement, et derrière lui la judéo-maçonnerie, veut contrôler les associations locales ou cultuelles. Là encore, les motifs donnés témoignent d'une incroyable dérive totalitaire. CNews, présentant le projet de loi dans son numéro du 2 octobre, à partir du dossier de presse fourni par l'Élysée, nous explique "qu'il s'agira aussi de se pencher sur certaines associations locales, que les autorités soupçonnent de réaliser un lavage de cerveau religieux ou communautaire". Mais que fait l'Éducation Nationale durant les seize premières années d'un être humain si ce n'est de lui faire subir un lavage de cerveau en règle ? N'imposent-ils pas leur laïcité à tous ? D'ailleurs, ils ne s'en cachent pas : il s'agit d'un combat pour la laïcité disent-ils, de la défense des "valeurs" de la République, valeurs qu'ils veulent nous obliger non seulement à connaître, mais à approuver. Et si jamais un groupe enseigne d'autres valeurs, c'est alors présenté comme un lavage de cerveau ! Autrement dit, se profile implicitement l'interdiction d'enseigner autre chose que leurs valeurs et leur religion à eux. En effet, leur ex-ministre de l'éducation, Vincent Peillon, ne s'est pas caché de préciser que la laïcité est une religion, il a parlé de religion laïque. Donc quand on reproche à une association cultuelle, c'est à dire se réclamant d'un culte, musulman ou catholique peu importe, que son enseignement religieux relève du lavage de cerveau, car c'est bien ce qui a été dit, cela veut dire que l'on projette d'interdire l'enseignement de la doctrine de cette religion, si jamais celle-ci n'est pas compatible avec celle de la laïcité. Je le répète, on nage dans un délire totalitaire que nous envient les pires régimes communistes.

De plus, les milieux cathos tradis le savent bien : lors du changement de liturgie en 1969, appelé communément "nouvelle messe", comme celle-ci fut imposée à l'ensemble de l'Église, il a fallu batailler pour conserver des églises ou des chapelles célébrant selon l'ancien rite (tridentin). Soit par le rachat d'églises, la construction ou la création d'autres, ou même par des occupations forcées, ce qui a conduit à la création de nombreuses associations cultuelles pour gérer ces nouvelles structures. Donc là encore, pointer uniquement les associations cultuelles musulmanes relève du mensonge par omission : il y en a aussi beaucoup dans la sphère catho tradi, et gageons que celles-ci seront bien entendu dans le collimateur de l'État. Mais franchement, comment peut-on reprocher à des associations catholiques d'enseigner la doctrine de l'Église, puisque par définition, ce n'est pas la même que la doctrine laïque ?

Et de quel droit ces haineux, ces malades, peuvent-ils se permettre de dire qu'il s'agit d'un lavage de cerveau ?

Et comment peut-on partager avec eux ces fameuses valeurs de la République, qui sont en réalité autant de contre-valeurs issues d'une idéologie délétère, perverse et diabolique ?

Non, nous n'adhérons pas et nous ne voulons ni partager, ni cautionner ni admettre, les valeurs immorales de ce régime : droit à tuer les enfants à naître, institutionnalisation et promotion des péchés graves que sont l'homosexualité, les déviances sexuelles et la

liberté sexuelle, féminisme, égalitarisme, multiculturalisme, socialisme, libéralisme, mondialisme, écologisme... tous ces funestes systèmes en -isme qui, mis à part le christianisme, conduisent à la destruction des nations, des identités, des peuples, du droit naturel et des âmes.

Non, face à cette déferlante des idéologies de la bête nous opposons le règne du Christ-roi et sa doctrine sociale, familiale, professionnelle, diplomatique, juridique et constitutionnelle.

Et nous revendiquons le droit de l'enseigner à nos enfants, de donner l'exemple par l'application des règles de la doctrine divine dans nos vies, nos foyers et nos métiers.

Pour le moment, le gouvernement fait mine de trouver une telle démarche chez les seuls "islamistes" ; mais quand Emmanuel Macron explique le 2 octobre dans son discours qu'ils veulent s'attaquer à ceux qui font preuve "d'une volonté revendiquée d'afficher une organisation méthodique pour contrevenir aux lois de la République et créer un ordre parallèle d'autres valeurs, développer une autre organisation de la société", on voit bien que l'objectif dépasse la seule désobéissance aux lois de la République, même iniques. Il n'hésite pas à dire qu'ils veulent s'attaquer à ceux qui défendent un ordre parallèle d'autres valeurs, qui proposent une autre organisation. C'est très clair : en dehors de leurs valeurs à eux, aucune autre n'a droit de cité. Donc ce qu'ils projettent à plus ou moins long terme, c'est d'interdire purement toute valeur qui s'oppose aux leurs.

Autrement dit, interdire le règne social du Christ, carrément : on ne doit même pas vouloir le proposer, même démocratiquement. Je disais en début d'article que nous vivions un totalitarisme intolérable : c'est bien le cas. On veut aller jusqu'à interdire de suggérer un autre type de régime, de doctrine, ou de valeurs. Auparavant, on disqualifiait les contrevenants, ceux proposant des doctrines parallèles, le but de ces pressions étant de mener le plus grand nombre à l'auto-censure, mais on ne leur interdisait pas, quand même, d'exposer des doctrines ou des idées souvent millénaires.

Continuons avec CNews : ils s'offusquent que "ces associations culturelles sont celles vers qui les populations se tournent, plutôt que la mairie, pour obtenir un emploi ou une place dans les crèches dans certains quartiers." Et alors ? Qu'est ce que ça peut leur faire qu'on utilise des réseaux parallèles d'amis, de relations ou d'associations locales, à la place de leur sacro-sainte administration ? N'existe-t-il pas des réseaux professionnels privés, par exemple ? C'est comme si on faisait le reproche d'utiliser LinkedIn pour trouver un emploi au lieu de passer par Pôle Emploi. Enfin, où est le problème ? Le problème pour eux, c'est que le liant, l'élément rassembleur, fédérateur, c'est la religion. Ils le reprochent aux musulmans, mais c'est pareil pour les catholiques. Tout le monde sait que pour se préserver, conserver son identité et ne pas perdre ses valeurs justement, il convient de vivre dans une certaine autarcie. Oui Monsieur le Président nous avons nos familles, nos amis, nos associations culturelles et culturelles, nos cercles scientifiques, nos clubs d'amis, nos scouts, nos églises et nos paroisses, nos librairies, nos rassemblements, nos organisations religieuses, nos partis politiques... tous sont unis par la joie et la fierté d'appartenir à la chrétienté, ce sont des valeurs que nous voulons vivre, diffuser et transmettre sans les mélanger avec celles délétères de la République. Et c'est bien parce que cette situation leur est insupportable que le projet de loi veut imposer aux associations "une charte de la laïcité qui devra être mise en place, les engageant à la respecter, sous peine de se voir retirer les subventions publiques" (et après-demain,

carrément les fermer ?) Mais nous ne voulons pas de votre poison, c'est bien pour lui échapper que nous nous réunissons et nous organisons entre nous !

Un dernier exemple, pour montrer qu'il s'agit bien d'une véritable et insupportable police de la pensée, et que par ce biais on parvient au totalitarisme le plus absolu, celui d'obliger les gens à penser d'une seule manière. Dans ce fameux discours, le Président ajoute, parlant de l'Islam : "beaucoup de ces formes étaient au début pacifiques pour certaines, mais elles ont progressivement dégénéré dans leur expression. Elles se sont radicalisées. Elles ont porté des messages de rupture, un projet politique, une radicalité dans la négation, par exemple, de l'égalité femmes/hommes".

Ce qui est applicable à l'Islam l'est à toutes les structures s'opposant à la laïcité, à l'idéologie (et la religion) du laïcisme devrions-nous dire. Mais le principal n'est pas là : il est dans la déformation des idées. Il prend pour exemple que la prétendue radicalité consiste à nier leurs dogmes à eux, en l'occurrence ce qu'ils appellent l'égalité hommes/femmes. Or ici, il ne s'agit pas d'égalité mais d'égalitarisme, une idéologie qui conduit à nier l'altérité et la différence hommes/femmes. Le but est de disqualifier toute opposition, même argumentée, ou même toute proposition de définition du sujet en dehors de la leur, de leur filtre, comme s'ils étaient infaillibles !

Et on retrouve le même type de démarche pour tous les autres sujets : l'avortement, l'homosexualité, le racisme... celui qui propose une autre vision, une autre définition ou une autre approche que la leur sur ces sujets, est considéré comme un radical, un intégriste, un opposant aux valeurs de la République. C'est inouï comme totalitarisme de la pensée ! Tout débat ou toute autre idée sur ces sujets devient interdit ou pénalement condamnable.

Sauf que, sur un grand nombre de sujets de société, l'Église et la doctrine chrétienne peuvent et doivent s'exprimer, et même s'interposer, parce qu'elles tirent leurs règles de la Révélation divine, de la Parole de Dieu en personne, qui nous a dit ce que nous devons croire et faire sur ces sujets précis. Et nous considérons, à juste titre, que la Parole de Dieu, du Christ, est largement au-dessus que celle des hommes, et surtout de ceux-là.

Ainsi donc, au-delà de la simple idéologie, se profile un combat bien plus élevé, celui du Bien contre le mal ; et le mal est si dominant aujourd'hui, si institutionnalisé, si impunément arrogant, que non seulement il veut neutraliser le Bien, mais il cherche carrément à l'interdire.

Alors nous répétons à cette République maçonnique ce qu'Isaïe disait il y a déjà 2700 ans : "Malheur à ceux qui appellent le mal bien, et le bien mal, qui changent les ténèbres en lumière, et la lumière en ténèbres" (Isaïe 5:20), et nous lui rappelons les mots du Christ à Claire Ferchaud en 1917 : "La Franc-maçonnerie sera vaincue, de terribles châtiments fondront sur elle", ainsi que la prophétie de l'abbé Souffrant :

"la République mourra dans l'opprobre".

Parce que c'est tout ce qu'elle mérite, et qu'elle récoltera.

Le Grand Réveil 25 octobre 2020.

<https://legrandreveil.wordpress.com>

Auteur : Louis d'Alencour